

1985, chapitre 61

**LOI MODIFIANT LA LOI CONSTITUANT LA
CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX
AGRÉÉS DU QUÉBEC**

Projet de loi 203

présenté par M. Raymond Gravel, député de Limoilou

Présenté le 30 mai 1985

Principe adopté le 20 juin 1985

Adopté le 20 juin 1985

Sanctionné le 20 juin 1985

Entrée en vigueur: le 20 juin 1985

Loi modifiée:

Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (1967-1968, chapitre 112)





CHAPITRE 61

Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec

[Sanctionnée le 20 juin 1985]

Préambule : ATTENDU que la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec et ses membres ont intérêt à ce que la charte de la corporation soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1967-1968,
c. 112, a. 4,
mod.

1. L'article 4 de la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (1967-1968, chapitre 112), remplacé par l'article 1 du chapitre 70 des lois de 1976, est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

«*a*) grouper les secrétaires-trésoriers, greffiers, trésoriers et directeurs généraux des corporations municipales de cité ou de ville, ainsi que tous autres officiers municipaux de cité ou de ville dont la fonction est reconnue suivant les règlements adoptés à cette fin par la corporation;

«*b*) aider au perfectionnement professionnel de ses membres et, à cette fin, mettre à leur disposition des cours et toute autre activité de formation ou d'information professionnelle;».

1967-1968,
c. 112, a. 8,
mod.

2. L'article 8 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1980, est de nouveau modifié:

1^o par le remplacement des paragraphes *b*, *h*, *i* et *l* par les suivants:

«*b*) l'établissement de catégories parmi ses membres suivant leur formation ou leur expérience;

« h) la création d'un comité exécutif comprenant le président et deux administrateurs nommés par le conseil d'administration;

« i) la définition des pouvoirs et des devoirs du comité exécutif;

« l) le remplacement aux charges vacantes au sein du conseil d'administration; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe l, des suivants:

« m) les assemblées du conseil d'administration et du comité exécutif à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone, si tous les membres du conseil d'administration ou du comité exécutif, selon les cas, sont d'accord pour procéder ainsi;

« n) l'obtention, le maintien et la perte du titre d'officier municipal agréé (O.M.A.);

« o) la poursuite générale des fins de la corporation. ».

1967-1968,
c. 112, aa.
8.1 et 8.2,
ab.

3. Les articles 8.1 et 8.2 de cette loi, édictés par l'article 2 du chapitre 62 des lois de 1980, sont abrogés.

1967-1968,
c. 112, a.
8.3, remp.

4. L'article 8.3 de cette loi, édicté par l'article 2 du chapitre 62 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Valeur des
résolutions

"8.3 Les résolutions écrites, signées de tous les membres du conseil d'administration ou du comité exécutif, suivant le cas, habiles à voter sur ces résolutions, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une assemblée.

Conserva-
tion

Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations du conseil ou du comité et en fait partie. ».

1967-1968,
c. 112, a.
8.4, ab.

5. L'article 8.4 de cette loi, édicté par l'article 2 du chapitre 62 des lois de 1980, est abrogé.

1967-1968,
c. 112, a. 9,
mod.

6. L'article 9 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 70 des lois de 1976 et par l'article 3 du chapitre 62 des lois de 1980, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa, par le suivant:

Exigences

"9. Pour devenir membre de la corporation, une personne doit établir, à la satisfaction du conseil d'administration de la corporation: »;

2° par le remplacement du paragraphe b par le suivant:

« b) qu'elle occupe depuis au moins six mois la fonction de secrétaire-trésorier, greffier, trésorier ou directeur général d'une corporation municipale de cité ou de ville ou l'une des fonctions d'officier municipal reconnues par les règlements de la corporation; ».

1967-1968,
c. 112, a.
11, ab.

7. L'article 11 de cette loi est abrogé.

1967-1968,
c. 112,
a. 11.1, aj.

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 11, de l'article suivant:

Maintien du
titre

“**11.1** Tout membre ayant obtenu le titre d'« officier municipal agréé » maintient et conserve à vie son titre, aux conditions déterminées par les règlements de la corporation. ».

1967-1968,
c. 112, a.
18, ab.

9. L'article 18 de cette loi est abrogé.

1967-1968,
c. 112,
aa. 18.1 et
18.2, aj.

10. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, des articles suivants:

Droits conti-
nués

“**18.1** Les membres qui lors de l'entrée en vigueur de la présente loi sont officiers municipaux agréés de la corporation le demeurent malgré les termes de la présente loi.

Règlements
continues
en vigueur

“**18.2** Les règlements de la corporation actuellement en vigueur le demeurent jusqu'à l'entrée en vigueur de nouveaux règlements adoptés en vertu de la présente loi. ».

Effet
d'exception

11. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

12. La présente loi entre en vigueur le 20 juin 1985.